

Communiqué de presse *Pour diffusion immédiate*

Négociations du Partenariat Transpacifique (PTP)

Front commun de la filière agroalimentaire québécoise : le premier ministre Harper doit préserver intégralement la gestion de l'offre

Montréal, le 25 mai 2015 – Lors d'un point de presse, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur Pierre Paradis, le président de l'UPA et porte-parole de la *Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre*, monsieur Marcel Groleau, le président de La Coop fédérée, monsieur Denis Richard et le président d'Agropur coopérative, monsieur Serge Riendeau, accompagnés des principaux acteurs de la filière agroalimentaire québécoise, ont demandé au premier ministre du Canada, monsieur Stephen Harper, de préserver intégralement la gestion de l'offre dans les négociations en cours du Partenariat transpacifique.

« **La gestion de l'offre est le système le plus juste pour les producteurs, les transformateurs et les consommateurs. Nous n'avons pas les moyens de nous en priver. Pour le défendre adéquatement, il importe de mobiliser non seulement les producteurs agricoles et le gouvernement du Québec, mais il est essentiel de convaincre le gouvernement du Canada de son propre intérêt. C'est un combat de tous les instants qui exige la mise en commun de nos efforts** », a déclaré le ministre Pierre Paradis.

« **L'expérience des concessions de dernière heure accordant un accès supplémentaire de 17 700 tonnes de fromages aux Européens dans l'entente Canada – Union européenne nous a rendus très méfiants. Les négociateurs en chef des 12 pays participants aux discussions pour le PTP terminent cette semaine 14 jours de négociations intensives. Il s'agit de leur quatrième rencontre depuis le début 2015. Nous approchons du moment où les leaders politiques auront à intervenir pour finaliser l'entente. Monsieur Harper doit résister aux pressions et dire non à de nouvelles concessions dans les secteurs sous gestion de l'offre** » a déclaré le président général de l'UPA et porte-parole de la Coalition GO5, Marcel Groleau.

FORTSETUNIS.CA

COALITION POUR UN MODÈLE AGRICOLE ÉQUITABLE,
LA GESTION DE L'OFFRE



Agriculture, Pêcheries
et Alimentation
Québec



AGROPUR
Coopérative laitière

La Coop
fédérée

UPA
POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

« La gestion de l'offre est une très bonne affaire pour l'économie du Québec et pour le pays tout entier. Elle est un facteur déterminant de la stabilité du secteur agroalimentaire canadien. De nouvelles concessions d'accès à nos marchés auraient un impact très négatif sur l'économie et les finances du Québec. La stabilité que procure la gestion de l'offre profite à l'ensemble des acteurs de la filière agroalimentaire. Ce sont des milliers d'emplois et plusieurs centaines de millions de dollars en retombée économique qui sont en jeu, autant au niveau de la production, de la transformation que des fournisseurs de biens et services » a pour sa part soutenu Denis Richard, président de La Coop fédérée.

Pour le président d'Agropur coopérative, Serge Riendeau, « La gestion de l'offre est un outil exceptionnel pour permettre aux entreprises de transformation comme Agropur d'investir et de se développer dans un environnement d'affaires prévisible. Nous tenons à ce que ce modèle soit préservé. Déjà que les concessions accordées dans le cadre de l'entente Canada-Europe déstabilisent notre secteur, alors que la production laitière en Europe est largement subventionnée. Si le gouvernement concédait de nouvelles parts de notre marché aux importations étrangères, cela continuerait à réduire nos activités économiques au Canada et nuirait grandement à notre entreprise et aux quelque 3 500 membres d'Agropur, à l'ensemble des producteurs québécois et canadiens, aux communautés locales et aux emplois que génère notre industrie ».

Bien que le gouvernement fédéral se soit engagé à répétition à défendre la gestion de l'offre dans toutes les négociations commerciales, les producteurs de lait, d'œufs et de volailles et leurs partenaires sont très inquiets qu'il en vienne à accepter de nouvelles concessions qui pourraient conduire à son démantèlement. Cette préoccupation s'est accentuée à la faveur de la déclaration du premier ministre en mars dernier à propos des négociations en cours du PTP, dans laquelle M. Harper affirmait « être devant des choix difficiles ».

La pression exercée sur le Canada pour qu'il accepte d'ouvrir ses marchés sous gestion de l'offre augmente. Elle vient principalement des États-Unis. Une demande que monsieur Groleau qualifie d'injustifiée alors qu'ils sont déjà les principaux exportateurs de produits laitiers et avicoles au Canada. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, en 1994, les exportations totales de produits laitiers américains au Canada ont augmenté de 408 % en tonnage pour atteindre 156 763 tonnes en 2014, pour une valeur de près de 400 millions de dollars. Cela représente 78 % de toutes les importations canadiennes de produits laitiers. Pour leur part, les importations de volailles américaines au Canada totalisent une valeur de 717 millions de dollars alors que les importations d'œufs américains sur le marché canadien représentent 30 % des exportations totales d'œufs des Américains dans le monde et avoisinent une valeur de 100 millions de dollars. Pour ce qui est des œufs d'incubation, les États-Unis accaparent 20 % de notre marché pour une valeur de 44 millions de dollars.

Nous importons de **8 % à 10 %** de nos besoins en produits laitiers et en poulets. Les États-Unis, quant à eux, importent moins de **3 %** de leurs produits laitiers grâce à des contingents tarifaires et des mesures de soutien interne qui limitent l'accès à leur marché.

Le Canada a déjà des accords de libre-échange en vigueur avec quatre des 12 pays qui négocient le PTP : les États-Unis, le Mexique, le Pérou et le Chili. Il a également une négociation en cours avec le Japon, la plus grande économie de la zone après celle des États-Unis. L'Institut Fraser a évalué les gains éventuels du PTP pour le Canada à un maximum de 0,5 % du PIB total, soit environ 9 milliards de dollars. « **Nous ne sommes pas contre le PTP. Nous sommes pour un PTP avec la gestion de l'offre intégralement préservée et sans concessions d'accès au marché. Les secteurs laitiers et**

FORTSETUNIS.CA

COALITION POUR UN MODÈLE AGRICOLE ÉQUITABLE,
LA GESTION DE L'OFFRE



Agriculture, Pêcheries
et Alimentation
Québec

AGROPUR
Coopérative laitière

La Coop
fédérée

UPA
POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles



**FORTS
ET UNIS**
POUR LA GESTION DE L'OFFRE

avicoles, juste au Québec, rapportent année après année près de 8,2 milliards de dollars au PIB, génèrent 92 000 emplois et permettent le versement de 1,38 milliard en taxes et impôts aux trésors gouvernementaux. Au plan canadien, ils contribuent pour plus de 30 milliards au PIB et génèrent plus de 300 000 emplois de qualité. Le Canada a tout intérêt à préserver cette contribution majeure à son économie » a conclu Marcel Groleau.

Messieurs Paradis, Groleau, Richard et Riendeau étaient accompagnés de représentants des principales organisations de la filière agroalimentaire québécoise et de leurs partenaires du secteur financier, soit l'Association des couvoiriers du Québec inc, l'Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière (AQINAC), la Banque de la Montréal (BMO), la Banque Nationale, le Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ), le Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ), Desjardins Entreprises, les Éleveurs de volailles du Québec, la Fédération des producteurs d'œufs du Québec, Ferme Burnbrae, Nutreco, Nutri-Groupe, Les Producteurs de lait du Québec, le Syndicat des producteurs d'œufs du Québec et TD Canada Trust.

La Coalition GO5 lance dès aujourd'hui une campagne publicitaire et d'affichage sous le thème **forts et unis pour la gestion de l'offre**. Pour plus de renseignements sur la campagne, consultez le site internet de la campagne : WWW.FORTSETUNIS.CA

À propos de la Coalition GO5

La Coalition GO5 rallie de nombreuses personnes et organisations qui croient en une agriculture forte et un secteur alimentaire prospère au Québec. Elle vise le maintien de la gestion de l'offre au terme des différentes négociations commerciales nationales et internationales. Cette gestion de l'offre assure aux Québécois une production locale d'œufs, de volailles et de produits laitiers de grande qualité et aux agriculteurs, un revenu équitable du marché, sans subvention.

- 30 -

Patrice Juneau
Conseiller aux affaires publiques
Union des producteurs agricoles
Téléphone : 450 679-0540, poste 8591
Cellulaire : 514 702-8591

Ben Marc Diendéré
Vice-président principal, communications et affaires publiques
La Coop fédérée

Dominique Benoit
Vice-président principal, Affaires institutionnelles et Communications
Agropur coopérative



FORTSETUNIS.CA

COALITION POUR UN MODÈLE AGRICOLE ÉQUITABLE,
LA GESTION DE L'OFFRE



Agriculture, Pêcheries
et Alimentation
Québec

AGROPUR
Coopérative laitière

La Coop
fédérée

UPA
POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles